

MESSAGE N° 6 12 mars 2007
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur l'élection
et la surveillance des juges (LESJ)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur l'élection et la surveillance des juges.

1. NÉCESSITÉ DU PROJET

La Constitution cantonale du 16 mai 2004 (ci-après: Cst.; RSF 10.1) prévoit plusieurs modifications de l'organisation du pouvoir judiciaire, dont les plus importantes sont les suivantes.

- La surveillance des autorités judiciaires et des membres de ces autorités est confiée à une autorité indépendante, le Conseil de la magistrature. Ce conseil, dont les membres sont élus par le Grand Conseil, doit entrer en fonction le 1^{er} juillet 2007 (art. 152 al. 1 Cst.).
- Les juges de première instance ainsi que le procureur général et ses substituts seront désormais élus par le Grand Conseil, comme le sont déjà les juges cantonaux, et non plus par le Collège électoral. Les candidatures aux fonctions judiciaires seront préavisées par le Conseil de la magistrature; l'élection se fera pour une durée indéterminée. Ce nouveau régime sera applicable dès le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 3 Cst.).
- Le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif seront réunis en une seule autorité, le Tribunal cantonal unifié. Ce tribunal commencera ses activités le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 2 Cst.).

Pour concrétiser ces modifications, un avant-projet de loi a été élaboré et mis en consultation auprès des partis politiques et des autorités concernées. Les résultats de cette consultation ont été présentés dans le message accompagnant le projet de loi sur le Conseil de la magistrature (message no 276 du 29.08.2006, *BGC* p. 2032ss.).

A la suite de cette consultation, et compte tenu des délais fixés par la Constitution cantonale, le Conseil d'Etat a décidé de scinder l'avant-projet de loi en trois projets:

1. Projet de loi sur le Conseil de la magistrature: ce projet a été transmis au Grand Conseil en septembre 2006 et adopté le 6 octobre 2006.
2. Projet de loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public: il s'agit du projet de loi ci-joint, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2007.
3. Projet de loi sur le Tribunal cantonal (unifié): ce projet, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008, sera prochainement transmis au Grand Conseil.

Le présent projet constitue ainsi la deuxième étape de l'adaptation de l'organisation judiciaire à la nouvelle Constitution.

2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET

1. Le projet met en œuvre les articles 86, 121, 125 et 128 de la Constitution. Selon ces dispositions, il appartient désormais au Grand Conseil d'élire tous les membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public, sur préavis du Conseil de la magistrature (cf. aussi art. 103

al. 1 let. e Cst.). La Constitution fixe elle-même certaines conditions d'élection, à savoir l'obligation de domicile et la citoyenneté active en matière cantonale (art. 86 al. 1 Cst.); elle permet en outre au législateur de prévoir l'élection de personnes de nationalité étrangère qui sont au bénéfice d'un permis d'établissement (art. 86 al. 2 Cst.). Par ailleurs, un certain nombre d'exigences générales concernant la formation, l'expérience professionnelle et les qualités personnelles des candidats à des fonctions judiciaires découlent du prescrit de l'article 128 de la Constitution.

D'autre part, le projet règle la surveillance des membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public (art. 127 al. 1 Cst.). Cette surveillance (personnelle) des juges est à distinguer de la surveillance de l'organisation et du fonctionnement des autorités judiciaires et du Ministère public, qui est régie par la loi sur le Conseil de la magistrature. Elle se rapporte à l'accomplissement des tâches, à l'observation des devoirs de fonction et au comportement des personnes concernées; elle pourra déboucher, le cas échéant, sur des mesures disciplinaires ou administratives.

2. Le projet de loi est structuré en quatre chapitres:

- I Dispositions générales
- II Election
- III Surveillance
- IV Dispositions finales

Après avoir défini les notions de juge et de juge professionnel (art. 2), le projet précise les conditions d'éligibilité des juges, en distinguant les conditions générales (art. 3) des conditions spécifiques relatives à la formation (art. 4). Il organise la procédure d'élection (art. 5), en précisant les rôles respectifs du Conseil de la magistrature (art. 6) et du Grand Conseil (art. 7 et 8). Dans le chapitre sur la surveillance, il traite successivement des principes (art. 10), du droit disciplinaire (art. 11 à 14) et de la révocation (art. 15 à 17). Enfin, il détermine le régime applicable aux juges déjà en fonction (art. 18 et 19) et procède aux adaptations nécessaires de la législation spéciale (art. 21; annexe).

3. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Pour des raisons de simplification, le projet utilise la notion de juge pour toutes les personnes visées par l'article 103 al. 1 let. e Cst., y compris pour le procureur général et ses substituts.

L'alinéa 2 définit la notion de «juges professionnels». Cette notion – déjà utilisée à l'article 20^{bis} de la loi d'organisation judiciaire (LOJ) – apparaît dans deux articles du projet (art. 4 et 20). L'on vise ici tous les juges recevant, pour l'exercice de leurs fonctions, un traitement.

Art. 3

Cet article précise les conditions d'éligibilité applicables à tous les juges, qu'ils soient ou non professionnels. Ces conditions sont les mêmes que celles imposées aux avocats. Il appartiendra au Conseil de la magistrature de procéder aux appréciations nécessaires.

L'alinéa 2 prévoit l'éligibilité des personnes de nationalité étrangère qui sont au bénéfice d'une autorisation

d'établissement, à condition qu'elles soient domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans. Cette disposition fait ainsi usage de la faculté accordée au législateur par l'article 86 al. 2 de la Constitution. Quant à l'exigence générale de domiciliation des juges dans le canton, énoncée à l'art. 86 al. 1 Cst., elle est reprise à l'article 9 du projet.

L'alinéa 3 réserve les incompatibilités prévues par la Constitution (art. 87) et par la loi d'organisation judiciaire (art. 12 et 47 à 52).

Art. 4

L'article 4 du projet étend à l'ensemble des juges professionnels, à l'exception des juges de paix, les exigences de formation qui figuraient jusqu'ici, pour les seuls présidents des tribunaux d'arrondissement, à l'article 13 LOJ.

Art. 5 à 7

La procédure d'élection se déroulera successivement devant le Conseil de la magistrature et devant le Grand Conseil. Le Conseil de la magistrature aura pour tâches d'organiser la mise au concours des fonctions à pourvoir, d'examiner les candidatures et de les transmettre au Grand Conseil avec son préavis. L'examen des candidatures consistera non seulement en la vérification des conditions d'éligibilité, mais aussi en une évaluation portant sur la formation, l'expérience professionnelle et les qualités personnelles des candidats (art. 128 Cst.).

Quant au Grand Conseil, il disposera, pour la préparation de l'élection, de la Commission de justice, qui pourra procéder à des auditions et faire des propositions.

A noter que le Service du personnel et d'organisation devra être consulté avant que les postes de juges professionnels ne soient mis au concours, conformément aux dispositions de la législation sur le statut du personnel de l'Etat (préavis concernant notamment les salaires).

Art. 10

Cet article énonce les principes qui régissent la surveillance exercée sur les juges (surveillance disciplinaire, au sens de l'art. 127 al. 1 Cst.). Si cette surveillance doit s'exercer d'office (art. 10 al. 2 du projet), il n'en demeure pas moins que le Conseil de la magistrature jouit d'une certaine liberté d'appréciation dans son pouvoir d'intervention. Selon les faits constatés, cette autorité pourra décider ou non d'ouvrir une procédure; elle pourra aussi, au lieu de procéder formellement, donner hors procédure des consignes au juge concerné.

L'article 10 al. 2 mentionne les plaintes et dénonciations. Celles-ci pourront émaner de tiers ou d'autorités. Leurs auteurs n'auront pas les droits d'une partie; le Conseil de la magistrature leur indiquera cependant si une suite a été donnée à leur intervention (cf. art. 112 al. 2 CPJA; art. 114ter LOJ dans sa teneur actuelle).

L'information du Tribunal cantonal, en cas d'ouverture d'une procédure, est à mettre en relation avec l'article 94 al. 1 LOJ, dans sa teneur du 6 octobre 2006, aux termes duquel le Tribunal cantonal assure la bonne organisation et le bon fonctionnement des autorités judiciaires.

Art. 11 à 14

Ces dispositions sur le droit disciplinaire reprennent en substance celles des articles 109 à 114^{ter} LOJ. Le catalo-

gue des sanctions est allégé; les règles de procédure sont complétées par un renvoi à celles du code de procédure et de juridiction administrative; un délai de prescription absolue est introduit, correspondant au délai minimum de la prescription en matière pénale (cf. art. 97 al. 1 let. c CPS).

Le projet attribue au Conseil de la magistrature la compétence de prononcer les sanctions disciplinaires mineures; la révocation (disciplinaire), quant à elle, relève du Grand Conseil (voir ci-après).

Art. 15

L'article 15 définit les cas de révocation, en application de l'article 121 al. 2, 2^e phr., de la Constitution:

- la révocation pour violation (grave ou répétée) des devoirs de fonction (révocation disciplinaire: cf. art. 11 al. 1 let. c du projet);
- la révocation dans le cas où une condition d'élection ne serait plus réalisée (cf. art. 3 et 9 du projet);
- la révocation pour incapacité ou pour tout autre (juste) motif de nature administrative (art. 15 al. 1 let. b du projet). A remarquer que, pour les juges professionnels, les dispositions de la législation sur le personnel de l'Etat s'appliquent en cas d'incapacité durable par suite de maladie ou d'accident (cf. art. 48 LPers).

Art. 16

La procédure de révocation est ouverte et instruite par le Conseil de la magistrature. Celui-ci peut, si nécessaire, prononcer la suspension provisoire d'activité et, le cas échéant, la suspension de traitement du juge concerné; l'article 16 al. 2 renvoie sur ce point à la loi sur le personnel de l'Etat, en particulier à son article 33, applicable par analogie.

Art. 17

La décision de révocation est du seul ressort du Grand Conseil. Selon les circonstances, celui-ci pourra aussi prononcer un (dernier) avertissement (cf. art. 15 al. 2 du projet) ou renoncer à toute mesure.

Le projet ne traite pas de la résiliation des rapports de service suite à des suppressions de poste; aucune règle n'a d'ailleurs été fixée à cet égard par la Constitution. Cette question sera réglée, pour les juges professionnels, conformément aux dispositions de la législation sur le personnel de l'Etat (cf. art. 53 LPers et 33 RPers); toutefois, c'est le Grand Conseil qui sera compétent pour décider la suppression de postes et la résiliation des rapports de service des juges concernés. La question de la suppression (éventuelle) de postes de juges cantonaux suite à la réunion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif sera traitée dans le cadre du futur projet de loi sur le Tribunal cantonal (unifié).

Art. 18

Cet article règle, en ses alinéas 1 et 2, la réélection des juges qui, ayant été élus ou nommés soit par le Grand Conseil (juges cantonaux), soit par le Collège électoral (juges de première instance, juges d'instruction, ...), soit encore par le Conseil d'Etat (membres du Ministère public, membres de commissions de recours), seront en fonction lors de l'entrée en vigueur du nouveau droit (cf. art. 152 al. 3 let. a Cst.). Ce système ne concerne que la réélection (éventuelle) au terme de la durée de fonc-

tions. Pour le reste, les juges concernés seront soumis au nouveau droit dès le 1^{er} janvier 2008 (cf. art. 22 al. 1 du projet). Ils pourront donc être révoqués dès cette date si une des causes de révocation devait être réalisée (par ex., incapacité, incompatibilité). Dans ce cas aucune indemnité ne sera due.

Quant aux juges de paix, dont le statut a été modifié par la loi y relative du 6 septembre 2006, les fonctions des titulaires actuels expireront le 31 décembre 2007. Les futurs juges de paix seront élus selon le nouveau droit, par le Grand Conseil, avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Art. 19

Conformément à un principe généralement admis, il convient de prévoir une indemnité de départ pour les juges qui ne seraient pas réélus sans qu'ils soient responsables de cette situation. Cette indemnité n'est bien sûr pas due si la non-réélection est fondée sur un motif de révocation.

L'alinéa 3 réserve en outre le cas des juges cantonaux qui étaient en fonction le 1^{er} septembre 2004 et qui bénéficieraient, en cas de non-réélection, d'une pension.

Art. 21

Le projet a réuni dans une annexe les lois dont des dispositions doivent être adaptées au nouveau droit. Il s'agit d'adaptations de nature technique et terminologique, ne comportant pas d'autre modification de fond que celles qui sont prévues dans le corps de la loi.

Art. 22

Les dispositions de cet article font suite à l'article 152 Cst. L'article 22 al. 2 du projet vise les conditions et la procédure d'élection (cf. art. 3 à 9 du projet), qui s'appliqueront dès le 1^{er} juillet 2007 pour les postes à repourvoir dès le 1^{er} janvier 2008 (cf. art. 152 al. 3 let. c Cst.). Cette règle vise essentiellement les juges de paix.

4. CONSÉQUENCES

4.1 Conséquences financières et en personnel

La future loi entraînera essentiellement des déplacements de tâches. Pour les élections, la charge de travail se déplacera du Collège électoral et de son secrétariat au Conseil de la magistrature et à son secrétariat, ainsi qu'au Grand Conseil; pour la surveillance des juges, du Tribunal cantonal et de son greffe au Conseil de la magistrature et à son secrétariat. Les dépenses y relatives ont déjà été évaluées dans le message accompagnant le projet de loi sur le Conseil de la magistrature (BGC 2006 p. 2035).

4.2 Autres conséquences

L'organisation de la justice civile, pénale et administrative est de la compétence du canton; le projet n'a donc aucune influence sur la répartition des tâches Etat – communes. La Constitution ayant reçu l'approbation fédérale, le projet ne soulève pas de problème sous l'angle de sa conformité avec le droit fédéral et sous l'angle de son eurocompatibilité.

BOTSCHAFT Nr. 6

12. März 2007

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG)

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf zu einem Gesetz über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie.

1. NOTWENDIGKEIT DES PROJEKTS

Die Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 (nachfolgend: KV; SGF 10.1) sieht mehrere Änderungen der Organisation der richterlichen Gewalt vor; die Wichtigsten sind folgende.

- Die Aufsicht über die Justizbehörden und deren Mitglieder wird einer unabhängigen Behörde, dem Justizrat, übertragen. Dieser Rat, dessen Mitglieder vom Grossen Rat gewählt werden, muss seine Tätigkeit am 1. Januar 2007 aufnehmen (Art. 152 Abs. 1 KV).
- Die erstinstanzlichen Richter, sowie der Generalstaatsanwalt und dessen Substituten werden künftig vom Grossen Rat gewählt, wie dies bereits für die Kantonsrichter der Fall ist, und nicht mehr vom Wahlkollegium. Die Bewerbungen für Funktionen in der Justiz werden vom Justizrat begutachtet; die Wahl erfolgt auf unbestimmte Dauer. Dieses neue System ist ab dem 1. Januar 2008 anwendbar (Art. 152 Abs. 3 KV).
- Das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht werden in einer Behörde zusammengefasst, dem vereinigten Kantonsgericht. Dieses Gericht wird seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufnehmen (Art. 152 Abs. 2 KV).

Um diese Änderungen zu konkretisieren, wurde ein Gesetzesvorentwurf ausgearbeitet und bei den politischen Parteien und den betroffenen Behörden in Vernehmlassung gegeben. Die Ergebnisse dieser Vernehmlassung wurden in der Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über den Justizrat vorgestellt (Botschaft Nr. 276 vom 29.08.2006, TGR S. 2032ff.).

Nach dieser Vernehmlassung und mit Rücksicht auf die von der Verfassung vorgeschriebenen Fristen, hat der Staatsrat entschieden, den Vorentwurf des Gesetzes in drei Entwürfe aufzuteilen:

1. Entwurf des Gesetzes über den Justizrat: dieser Entwurf wurde im September 2006 dem Grossen Rat unterbreitet und am 6. Oktober 2006 verabschiedet.
2. Entwurf des Gesetzes über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft: es handelt sich um den vorliegenden Gesetzesentwurf, der am 1. Juli 2007 in Kraft treten sollte.
3. Entwurf des Gesetzes über das (vereinigte) Kantonsgericht: dieser Gesetzesentwurf, der am 1. Januar 2008 in Kraft treten sollte, wird nächstens dem Grossen Rat übermittelt.

Der vorliegende Entwurf stellt somit die zweite Etappe der Anpassung der Gerichtsorganisation an die neue Verfassung dar.

2. ALLGEMEINE VORSTELLUNG DES ENTWURFES

1. Der Entwurf führt die Artikel 86, 121, 125 und 128 der Verfassung aus. Gemäss diesen Bestimmungen obliegt es nunmehr dem Grossen Rat, alle Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft zu wählen, gestützt auf ein Gutachten des Justizrats (vgl. auch Art. 103 Abs. 1 litt. e KV). Die Verfassung legt selber gewisse Wahlvoraussetzungen fest, wie die Wohnsitzpflicht oder die kantonale Aktivbürgerschaft (Art. 86 Abs. 1 KV); sie gestattet zudem dem Gesetzgeber, die Wahl ausländischer Staatsbürger mit Niederlassungsbewilligung vorzusehen (Art. 86 Abs. 2 KV). Ausserdem ergeben sich gewisse Voraussetzungen betreffend Ausbildung, berufliche Erfahrung und persönliche Qualitäten der Kandidaten für die Ämter der richterlichen Gewalt aus Artikel 128 der Verfassung.

Des Weiteren regelt der Entwurf die Aufsicht über die Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft (Art. 127 Abs. 1 KV). Diese (persönliche) Aufsicht über die Richter ist zu unterscheiden von der Aufsicht über die Organisation und Geschäftsführung der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft, die im Gesetz über den Justizrat geregelt ist. Sie bezieht sich auf die Besorgung der Aufgaben, die Beachtung der Amtspflichten und das Verhalten der betroffenen Person; sie kann gegebenenfalls zu Disziplinar- oder Administrativmassnahmen führen.

2. Der Gesetzesentwurf ist in vier Kapitel gegliedert:

- I Allgemeine Bestimmungen
- II Wahl
- III Aufsicht
- IV Schlussbestimmungen

Nach der Definition der Begriffe des Richters und des Berufsrichters (Art. 2), präzisiert der Entwurf die Wahlbarkeitsvoraussetzungen der Richter und unterscheidet dabei zwischen allgemeinen Voraussetzungen (Art. 3) und ausbildungsspezifischen Voraussetzungen (Art. 4). Er regelt das Wahlverfahren (Art. 5) indem er die jeweiligen Aufgaben des Justizrates (Art. 6) und des Grossen Rates (Art. 7 und 8) präzisiert. Im Kapitel über die Aufsicht werden nacheinander die Grundsätze (Art. 10), das Disziplinarrecht (Art. 11 bis 14) und die Abberufung (Art. 15 bis 17) behandelt. Schliesslich bestimmt der Entwurf das auf die im Amt stehenden Richter anwendbare Regime (Art. 18 und 19) und nimmt die notwendigen Anpassungen der Spezialgesetzgebung vor (Art. 21; Anhang).

3. KOMMENTAR DER ARTIKEL

Art. 2

Aus Gründen der Vereinfachung verwendet der Entwurf den Begriff des Richters für alle in Artikel 103 Abs. 1 litt. e vorgesehenen Personen, inklusive für den Generalstaatsanwalt und seine Substituten.

Absatz 2 definiert den Begriff der « Berufsrichter ». Dieser – bereits in Artikel 20^{bis} des Gerichtsorganisationsgesetzes (GOG) verwendete – Begriff kommt in zwei Bestimmungen des Entwurfes vor (Art. 4 und 20). Damit

sind alle Richter gemeint, die für die Ausübung ihrer Tätigkeit entlöhnt werden.

Art. 3

Dieser Artikel präzisiert die auf alle Richter (Berufs- und Laienrichter) anwendbaren Wahlbarkeitsvoraussetzungen. Es handelt sich um dieselben Voraussetzungen die für die Anwälte gelten. Der Justizrat wird die notwendigen Abklärungen treffen müssen.

Absatz 2 sieht die Wahlbarkeit ausländischer Staatsbürger vor, die über eine Niederlassungsbewilligung verfügen, unter der Voraussetzung, dass sie seit mindestens fünf Jahren im Kanton Wohnsitz haben. Diese Bestimmung macht Gebrauch von der dem Gesetzgeber in Artikel 86 Abs. 2 der Verfassung eingeräumten Befugnis. Was die in Artikel 86 Abs. 1 KV vorgesehene, allgemeine Wohnsitzpflicht der Richter im Kanton betrifft, so ist diese in Artikel 9 des Entwurfes übernommen.

Absatz 3 behält die von der Verfassung (Art. 87) und vom Gerichtsorganisationsgesetz (Art. 12 und 47 bis 52) vorgesehenen Unvereinbarkeiten vor.

Art. 4

Artikel 4 des Entwurfes erweitert auf alle Berufsrichter, mit Ausnahme der Friedensrichter, die Ausbildungsanforderungen, die bisher in Artikel 13 GOG nur für die Bezirksgerichtspräsidenten vorgesehen waren.

Art. 5 bis 7

Das Wahlverfahren läuft nacheinander vor dem Justizrat und dem Grossen Rat ab. Der Justizrat hat die Aufgabe, die Ausschreibung der zu besetzenden Stellen vorzunehmen, die Bewerbungen zu prüfen und sie mit seinem Gutachten an den Grossen Rat weiter zu leiten. Die Prüfung der Bewerbungen besteht nicht nur in der Kontrolle der Wahlbarkeitsvoraussetzungen, sondern auch in einer Evaluation der Kandidaten bezüglich Ausbildung, beruflicher Erfahrung und persönlicher Qualitäten (Art. 128 KV).

Der Grosse Rat seinerseits verfügt für die Vorbereitung der Wahl über die Justizkommission, welche Anhörungen durchführen und Anträge stellen kann.

Bevor die Stelle eines Berufsrichters ausgeschrieben wird, muss gemäss den Bestimmungen der Gesetzgebung über das Staatspersonal die Stellungnahme des Amtes für Personal und Organisation eingeholt werden (namentlich in Bezug auf die Lohnfrage).

Art. 10

Dieser Artikel beinhaltet die Grundsätze der Richteraufsicht (Disziplinaraufsicht im Sinne von Art. 127 Abs. 1 KV). Diese Aufsicht erfolgt von Amtes wegen (Art. 10 Abs. 2 des Entwurfes), doch verfügt der Justizrat über einen gewissen Ermessensspielraum bezüglich ihres Eingreifens. Je nach dem festgestellten Sachverhalt kann diese Behörde entscheiden, ein Verfahren zu eröffnen oder nicht; sie kann auch, statt formell vorzugehen, dem betreffenden Richter ausserhalb eines Verfahrens Anweisungen erteilen.

Artikel 10 Abs. 2 erwähnt auch die Beschwerden und Anzeigen. Diese können von Dritten oder von Behörden stammen. Die Beschwerdeführer und Anzeiger verfügen über keine Parteirechte; der Justizrat wird ihnen jedoch mitteilen, ob ihrer Eingabe Folge geleistet worden ist

oder nicht (vgl. Art. 112 Abs. 2 VRG; Art. 114^{ter} GOG in seiner heutigen Fassung).

Die Information an das Kantonsgericht über die Eröffnung einer Untersuchung ist mit Artikel 94 Abs. 1 GOG in seiner Fassung vom 6. Oktober 2006 in Verbindung zu bringen, wonach das Kantonsgericht für eine zweckmässige Organisation und Geschäftsführung der Gerichtsbehörden sorgt.

Art. 11 bis 14

Diese Bestimmungen über das Disziplinarrecht übernehmen im Wesentlichen jene der Artikel 109 bis 114ter GOG. Der Massnahmekatalog wird verkleinert; die Verfahrensbestimmungen werden durch einen Verweis auf jene des Verwaltungsrechtspflegegesetzes ergänzt; eine absolute Verjährungsfrist, die der minimalen Verjährungsfrist im Strafrecht entspricht (vgl. Art. 97 Abs. 1 litt. c StGB), wird eingeführt.

Der Entwurf überträgt dem Justizrat die Kompetenz, die leichteren Disziplinar massnahmen auszusprechen; für die (disziplinarische) Abberufung ist der Grosse Rat zuständig (siehe nachfolgend).

Art. 15

Artikel 15 definiert die Abberufungsgründe im Sinne von Artikel 121 Abs. 2, 2. Satz, der Verfassung:

- die Abberufung wegen (schwerer oder wiederholter) Verletzung der Dienstpflichten (disziplinarische Abberufung; vgl. Art. 11 Abs. 1 litt. c des Entwurfes);
- die Abberufung für den Fall, dass eine Wählbarkeitsvoraussetzung nicht mehr erfüllt sein sollte (vgl. Art. 3 und 9 des Entwurfes);
- die Abberufung im Falle von Unfähigkeit oder beim Vorliegen eines anderen (wichtigen) Grundes administrativer Natur (Art. 15 Abs. 1 litt. b des Entwurfes). Bei dauernder Arbeitsunfähigkeit eines Berufsrichters wegen Krankheit oder Unfall finden die Bestimmungen der Gesetzgebung über das Staatspersonal im Übrigen Anwendung (vgl. Art. 48 StPG).

Art. 16

Das Abberufungsverfahren wird durch den Justizrat eröffnet und durchgeführt. Dieser kann, falls notwendig, die vorläufige Suspendierung der Tätigkeit und allenfalls die Suspendierung des Gehalts des betroffenen Richters aussprechen; Artikel 16 Abs. 2 verweist diesbezüglich auf das Gesetz über das Staatspersonal, insbesondere auf dessen Artikel 33, der analog anwendbar ist.

Art. 17

Der Abberufungsentscheid fällt in die ausschliessliche Zuständigkeit des Grossen Rates. Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann dieser auch eine (letzte) Verwarnung aussprechen (vgl. Art. 15 Abs. 2 des Entwurfes) oder auf jegliche Massnahme verzichten.

Der Entwurf äussert sich nicht zur Frage der Auflösung des Dienstverhältnisses infolge einer Aufhebung der Stelle. Diese Frage wird auch in der Verfassung nicht geregelt. Für die Berufsrichter werden in einem solchen Fall die Bestimmungen der Gesetzgebung über das Staatspersonal Anwendung finden (vgl. Art. 53 StPG und 33 StPR), wobei der Entscheid über die Aufhebung der Stelle und die Auflösung des Dienstverhältnisses in die

Zuständigkeit der Grossen Rates fällt. Die Frage einer (allfälligen) Aufhebung von Kantonsrichterstellen infolge der Vereinigung des Kantons- und des Verwaltungsgerichts wird im Rahmen des künftigen Gesetzesentwurfs über das (vereinigte) Kantonsgericht geregelt werden.

Art. 18

Dieser Artikel regelt in seinen Absätzen 1 und 2 die Wiederwahl der Richter, die entweder vom Grosse Rat (Kantonsrichter) oder vom Wahlkollegium (erstinstanzliche Richter, Untersuchungsrichter, ...) gewählt oder aber vom Staatsrat (Mitglieder der Staatsanwaltschaft, Mitglieder der Rekurskommissionen) ernannt worden sind und die beim Inkrafttreten des neuen Rechts im Amt sein werden (vgl. Art. 152 Abs. 3 litt. a KV). Dieses System bezieht sich nur auf die (allfällige) Wiederwahl nach Ablauf der Amtsdauer. Im Übrigen werden die Richter ab dem 1. Januar 2008 dem neuen Recht unterstellt sein (vgl. Art. 22 Abs. 1 des Entwurfes). Sie werden demnach ab diesem Zeitpunkt abberufen werden können, wenn einer der Abberufungsgründe (z.B. Unfähigkeit, Unvereinbarkeit) vorliegt. In einem solchen Fall wird keine Entschädigung geschuldet sein.

Die Tätigkeit der amtierenden Friedensrichter, deren Statut durch das diesbezügliche Gesetz vom 6. September 2006 abgeändert worden ist, wird am 31. Dezember 2007 zu Ende gehen. Die zukünftigen Friedensrichter werden gemäss dem neuen Recht vom Grosse Rat mit Wirkung auf den 1. Januar 2008 gewählt.

Art. 19

Gemäss einem allgemein anerkannten Grundsatz gilt es, eine Abgangsentschädigung vorzusehen für die Richter, welche nicht wieder gewählt würden ohne für diese Situation verantwortlich zu sein. Diese Entschädigung ist selbstverständlich nicht geschuldet, wenn die Nicht-Wiederwahl in einem Abberufungsgrund begründet ist.

Absatz 3 behält ausserdem den Fall der Kantonsrichter vor, die am 1. September 2004 im Amt waren, und im Falle einer Nicht-Wiederwahl Anspruch auf eine Rente hätten.

Art. 21

Der Entwurf vereinigt in einem Anhang die Gesetze, deren Bestimmungen dem neuen Recht angepasst werden müssen. Es handelt sich um technische und terminologische Anpassungen, die keine anderen materiellen Änderungen beinhalten, als jene die im Gesetz vorgesehen sind.

Art. 22

Diese Bestimmung beruht auf Artikel 152 KV. Artikel 22 Abs. 2 des Entwurfes bezieht sich auf die Bestimmungen über die Wahlbedingungen und das Wahlverfahren (vgl. Art. 3 bis 9 des Entwurfes), die am 1. Juli 2007 - für die ab dem 1. Januar 2008 zu besetzenden Stellen - in Kraft treten (vgl. Art. 152 Abs. 3 Bst. c KV). Diese Bestimmung betrifft hauptsächlich die Friedensrichter.

4. AUSWIRKUNGEN

4.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Das künftige Gesetz wird vor allem eine Verschiebung der Aufgaben zur Folge haben. Für die Wahl der Richter

wird sich die Arbeitslast vom Wahlkollegium und dessen Sekretariat zum Justizrat und dessen Sekretariat, sowie zum Grossen Rat verschieben; für die Richteraufsicht vom Kantonsgericht und seiner Kanzlei zum Justizrat und dessen Sekretariat. Die diesbezüglichen Ausgaben wurden bereits in der Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über den Justizrat abgeschätzt (*TGR* 2006 S. 2035).

4.2 Weitere Auswirkungen

Die Organisation der Zivil-, Straf- und Verwaltungsrechtspflege fällt in die Zuständigkeit der Kantone; der Entwurf hat demnach keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Die Verfassung hat vom Bund die Gewährleistung erhalten, sodass der Entwurf keine Probleme bezüglich Bundesrechtskonformität und Eurokompatibilität stellt.

Loi

du

sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 86, 121, 125, 127 et 128 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 12 mars 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

La présente loi règle l'élection et la surveillance des membres du Pouvoir judiciaire et du Ministère public (ci-après: les juges).

Art. 2* Définitions

¹ Par juges, au sens de la présente loi, l'on entend:

- a) les juges cantonaux, les juges des tribunaux d'arrondissement, les juges des tribunaux spéciaux prévus par la loi, les juges d'instruction, les juges de paix, ainsi que leurs suppléants;
- b) les membres des autorités spéciales de la juridiction administrative, ainsi que leurs suppléants, à l'exception des membres du Conseil d'Etat et des membres des autorités administratives statuant sur recours;

Gesetz

vom

über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 86, 121, 125, 127 und 128 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 12. März 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Dieses Gesetz regelt die Wahl der Mitglieder der Justiz und der Staatsanwaltschaft (Richterinnen und Richter) und die Aufsicht über sie.

Art. 2 Begriffe

¹ Als Richterinnen und Richter im Sinne dieses Gesetzes gelten:

- a) die Kantonsrichterinnen und -richter, die Richterinnen und Richter der Bezirksgerichte und der vom Gesetz vorgesehenen Spezialgerichte, die Untersuchungsrichterinnen und -richter, die Friedensrichterinnen und -richter sowie deren Stellvertreterinnen und Stellvertreter;
- b) die Mitglieder der besonderen Verwaltungsjustizbehörden sowie deren Stellvertreterinnen und Stellvertreter, mit Ausnahme der Mitglieder des Staatsrates und der Mitglieder der als Beschwerdeinstanz urteilenden Verwaltungsbehörden;

- c) le procureur général et les substituts du Ministère public;
- d) les assesseurs des tribunaux et des justices de paix et les assesseurs des autorités spéciales de la juridiction administrative, ainsi que leurs suppléants.

² Par juges professionnels, au sens de la présente loi, l'on entend les juges exerçant leur fonction à titre professionnel, à plein temps ou à temps partiel.

^{*} *Dans le présent article, le masculin générique a dû être utilisé pour des raisons de lisibilité et désigne donc aussi les personnes de sexe féminin.*

CHAPITRE 2

Election

Art. 3 Eligibilité a) En général

¹ Sont éligibles comme juges les personnes qui:

- a) sont citoyennes suisses actives ou de nationalité étrangère titulaires d'un permis d'établissement;
- b) ne font pas l'objet d'actes de défaut de biens;
- c) n'ont pas été condamnées pénalement pour des faits incompatibles avec la fonction de juge.

² En outre, les personnes de nationalité étrangère doivent être domiciliées dans le canton depuis au moins cinq ans.

³ Les incompatibilités prévues par la Constitution et la loi d'organisation judiciaire sont réservées.

Art. 4 b) Formation

¹ Les juges professionnels doivent être titulaires du brevet d'avocat ou être titulaires d'une licence ou d'un master en droit et avoir fait preuve de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction envisagée.

² Ces exigences ne s'appliquent pas aux juges de paix.

Art. 5 Procédure a) Principes

¹ Les juges sont élus par le Grand Conseil, sur le préavis du Conseil de la magistrature.

- c) die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt und die Substituten und Substituten der Staatsanwaltschaft;
- d) die Beisitzerinnen und Beisitzer der Gerichte, der Friedensgerichte und der besonderen Verwaltungsjustizbehörden sowie deren Stellvertreterinnen und Stellvertreter.

² Als Berufsrichterinnen und -richter im Sinne dieses Gesetzes gelten die Richterinnen und Richter, die ihr Amt als Beruf ausüben, unabhängig davon, ob es sich um ein Vollpensum oder ein Teilpensum handelt.

2. KAPITEL

Wahl

Art. 3 Wählbarkeit a) Im Allgemeinen

¹ Als Richterinnen und Richter sind Personen wählbar:

- a) die Schweizer Aktivbürgerinnen oder -bürger oder ausländische Staatsangehörige mit Niederlassungsbewilligung sind;
- b) gegen die keine Verlustscheine ausgestellt wurden;
- c) die nicht strafrechtlich verurteilt wurden wegen Handlungen, die mit dem Amt einer Richterin oder eines Richters nicht vereinbar sind.

² Die ausländischen Staatsangehörigen müssen zudem seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton haben.

³ Die von der Verfassung und vom Gerichtsorganisationsgesetz vorgesehenen Unvereinbarkeiten bleiben vorbehalten.

Art. 4 b) Ausbildung

¹ Die Berufsrichterinnen und -richter müssen im Besitz eines Anwaltspatentes oder eines Lizentiaten oder Masters der Rechte sein und sich über genügende praktische Kenntnisse zur Ausübung des vorgesehenen Amtes ausweisen können.

² Diese Anforderungen gelten nicht für die Friedensrichterinnen und -richter.

Art. 5 Verfahren a) Grundsätze

¹ Die Richterinnen und Richter werden auf Stellungnahme des Justizrates vom Grossen Rat gewählt.

² Ils le sont à la suite d'une mise au concours.

Art. 6 b) Rôle du Conseil de la magistrature

¹ Le Conseil de la magistrature organise la mise au concours, vérifie les conditions d'éligibilité et procède à l'évaluation des candidatures.

² Il transmet les dossiers au Grand Conseil avec son préavis.

Art. 7 c) Procédure devant le Grand Conseil

¹ Les juges sont élus au scrutin uninominal, parmi les personnes qui ont fait acte de candidature.

² Les élections sont préparées par la Commission de justice.

Art. 8 Serment ou promesse solennelle

¹ Avant d'entrer en fonction, les juges prêtent serment devant le Grand Conseil ou font devant lui la promesse solennelle de remplir fidèlement leurs fonctions.

² L'élection devient caduque lorsque la personne élue refuse de prêter serment ou de faire la promesse solennelle.

Art. 9 Obligation de domicile

Les juges doivent être domiciliés dans le canton.

CHAPITRE 3

Surveillance

Art. 10 Principes

¹ Les juges sont soumis à la surveillance du Conseil de la magistrature.

² Celui-ci exerce sa surveillance d'office, sur la base des informations qu'il recueille, de plaintes ou de dénonciations.

³ Lorsqu'il estime que des faits peuvent donner lieu à une sanction ou à une autre mesure, il ouvre une procédure. Il en informe le Tribunal cantonal.

² Die Stellen müssen vorgängig ausgeschrieben werden.

Art. 6 b) Aufgaben des Justizrates

¹ Der Justizrat organisiert die Ausschreibung, überprüft die Wählbarkeitsvoraussetzungen und beurteilt die Bewerbungen.

² Er leitet die Bewerbungsunterlagen mit seiner Stellungnahme an den Grossen Rat weiter.

Art. 7 c) Verfahren vor dem Grossen Rat

¹ Die Richterinnen und Richter werden aus den Bewerberinnen und Bewerbern in Einzelwahl gewählt.

² Die Wahlen werden von der Justizkommission vorbereitet.

Art. 8 Eid oder feierliches Versprechen

¹ Vor Amtsantritt leisten die Richterinnen und Richter vor dem Grossen Rat den Eid oder geben vor ihm das feierliche Versprechen ab, ihr Amt getreu auszuüben.

² Die Wahl wird hinfällig, wenn die gewählte Person den Eid nicht leisten oder das feierliche Versprechen nicht abgeben will.

Art. 9 Wohnsitzpflicht

Die Richterinnen und Richter müssen im Kanton Wohnsitz haben.

3. KAPITEL

Aufsicht

Art. 10 Grundsätze

¹ Die Richterinnen und Richter unterstehen der Aufsicht durch den Justizrat.

² Der Justizrat übt seine Aufsicht von Amtes wegen aus; er stützt sich dabei auf die von ihm gesammelten Informationen, auf Beschwerden und Anzeigen.

³ Liegt ein Sachverhalt vor, der nach Ansicht des Justizrats Anlass zu einer Disziplinar-massnahme oder einer anderen Massnahme geben könnte, so eröffnet er ein Verfahren. Er informiert das Kantonsgericht.

Art. 11 Droit disciplinaire

a) Sanctions

¹ Le ou la juge qui enfreint ses devoirs de fonction, soit intentionnellement soit par négligence, ou qui a une conduite incompatible avec la dignité de sa fonction est passible des sanctions disciplinaires suivantes:

- a) le rappel à l'ordre;
- b) le blâme;
- c) la révocation disciplinaire.

² Le blâme peut être accompagné d'une menace de révocation.

Art. 12 b) Procédure

¹ Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après enquête, menée par le Conseil de la magistrature. La personne concernée est avisée de l'ouverture de celle-ci.

² La personne concernée est entendue oralement. Au terme de l'enquête, elle peut déposer un mémoire justificatif et demander un complément d'enquête.

³ Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative s'appliquent pour le surplus.

Art. 13 c) Compétence

¹ Le Conseil de la magistrature est compétent pour prononcer le rappel à l'ordre et le blâme.

² Lorsqu'il estime, au terme de l'enquête, que les faits peuvent justifier une révocation, il transmet le dossier au Grand Conseil.

³ Il informe le Tribunal cantonal.

Art. 14 d) Prescription

¹ Le droit de prononcer une sanction disciplinaire se prescrit par deux ans dès la connaissance des faits.

² Ce délai est suspendu pendant la durée d'une procédure pénale ainsi que pendant celle d'une procédure de recours contre le prononcé disciplinaire.

³ Dans tous les cas, le droit de prononcer une sanction disciplinaire se prescrit par sept ans dès que la faute a été commise.

Art. 11 Disziplinarrecht

a) Massnahmen

¹ Gegen die Richterinnen und Richter, die ihre Dienstpflichten absichtlich oder fahrlässig verletzen oder deren Verhalten mit der Würde ihres Amtes unvereinbar ist, können folgende Disziplinar massnahmen ergriffen werden:

- a) der Ordnungsruf;
- b) der Verweis;
- c) die disziplinarische Abberufung.

² Zusammen mit dem Verweis kann die Abberufung angedroht werden.

Art. 12 b) Verfahren

¹ Die Disziplinar massnahmen können nur nach einer vom Justizrat geführten Untersuchung ausgesprochen werden. Die betroffene Person wird über die Eröffnung der Untersuchung in Kenntnis gesetzt.

² Die betroffene Person wird mündlich angehört. Nach der Untersuchung kann sie eine schriftliche Stellungnahme einreichen und eine ergänzende Untersuchung beantragen.

³ Im Übrigen sind die Bestimmungen des Verwaltungsrechtspflegegesetzes anwendbar.

Art. 13 c) Zuständigkeit

¹ Der Ordnungsruf und der Verweis werden vom Justizrat ausgesprochen.

² Gelangt der Justizrat nach Abschluss der Untersuchung zur Auffassung, der Sachverhalt könnte eine Abberufung rechtfertigen, so überweist er die Akten dem Grossen Rat.

³ Er informiert das Kantonsgericht.

Art. 14 d) Verjährung

¹ Das Recht, Disziplinar massnahmen auszusprechen, verjährt zwei Jahre nach Kenntnis des Vorfalles.

² Diese Frist steht während der Dauer eines Strafverfahrens und während eines Beschwerdeverfahrens gegen den Disziplinarentscheid still.

³ In jedem Fall verjährt das Recht, eine Disziplinar massnahme auszusprechen, sieben Jahre nach der Begehung des Verschuldens.

Art. 15 Révocation

a) Motifs

¹ Outre le cas de révocation disciplinaire, le ou la juge est révoqué-e:

- a) si une condition d'éligibilité n'est plus remplie;
- b) en cas d'incapacité ou pour tout autre motif ne permettant pas son maintien en fonction.

² Si les circonstances le permettent, la révocation est précédée d'un avertissement écrit.

Art. 16 b) Rôle du Conseil de la magistrature

¹ La procédure de révocation est ouverte par le Conseil de la magistrature. Les dispositions de l'article 12 s'appliquent pour le surplus.

² Le Conseil de la magistrature peut prononcer la suspension provisoire de l'activité et du traitement de la personne concernée, conformément aux dispositions de la loi sur le personnel de l'Etat, applicables par analogie.

³ Au terme de l'enquête, il transmet le dossier au Grand Conseil.

Art. 17 c) Procédure devant le Grand Conseil

¹ La Commission de justice examine le dossier, entend la personne concernée et fait une proposition au plenum.

² Les débats ont lieu à huis clos et le vote, au bulletin secret.

³ La décision est communiquée au Conseil de la magistrature.

CHAPITRE 4**Dispositions finales****Art. 18** Droit transitoire

a) Election des juges

¹ Les juges au sens de la présente loi, nommés ou élus selon l'ancien droit, sont soumis à réélection conformément aux dispositions du nouveau droit. Toutefois, la procédure de réélection ne comprend pas de mise au concours.

² La réélection a lieu avec effet à la date d'expiration de la fonction.

³ Les juges de paix sont élus conformément au nouveau droit, avec effet au 1^{er} janvier 2008.

Art. 15 Abberufung

a) Gründe

¹ Ausser aus disziplinarischen Gründen werden die Richterinnen und Richter abberufen, wenn sie:

- a) die Wählbarkeitsvoraussetzungen nicht mehr erfüllen;
- b) sich als unfähig erweisen oder ein anderer Grund vorliegt, der die Belassung im Amt verunmöglicht.

² Wenn die Umstände es erlauben, werden sie vor der Abberufung schriftlich verwarnet.

Art. 16 b) Aufgaben des Justizrates

¹ Das Abberufungsverfahren wird vom Justizrat eröffnet. Im Übrigen ist Artikel 12 anwendbar.

² Der Justizrat kann gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über das Staatspersonal, die sinngemäss gelten, die betroffene Person vorläufig in ihrer Tätigkeit suspendieren und die Gehaltszahlungen einstellen.

³ Nach Abschluss der Untersuchung überweist er die Akten dem Grossen Rat.

Art. 17 c) Verfahren vor dem Grossen Rat

¹ Die Justizkommission prüft die Akten, hört die betroffene Person an und stellt dem Plenum Antrag.

² Die Beratungen und die Abstimmung sind geheim.

³ Der Entscheid wird dem Justizrat mitgeteilt.

4. KAPITEL**Schlussbestimmungen****Art. 18** Übergangsrecht

a) Wahl der Richterinnen und Richter

¹ Die Richterinnen und Richter im Sinne dieses Gesetzes, die gemäss bisherigem Recht ernannt oder gewählt worden sind, werden gemäss neuem Recht wiedergewählt. Das Wahlverfahren wird jedoch ohne Ausschreibung durchgeführt.

² Sie werden auf das Ende ihrer Amtszeit wiedergewählt.

³ Die Friedensrichterinnen und -richter werden gemäss neuem Recht auf den 1. Januar 2008 gewählt.

Art. 19 b) Indemnités en cas de non-réélection

¹ En cas de non-réélection, les juges professionnels ont droit à une indemnité dont le montant correspond à celui d'un traitement annuel.

² Toutefois, l'indemnité n'est pas due si la non-réélection est fondée sur un motif de révocation dûment constaté par le Conseil de la magistrature.

³ L'alinéa 1 n'est pas applicable aux juges qui sont au bénéfice des dispositions transitoires de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

Art. 20 Abrogations

Sont abrogés:

- a) la loi du 21 mai 1873 concernant les magistrats de l'ordre judiciaire se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions (RSF 131.0.5);
- b) le règlement du 29 décembre 1967 du Collège électoral (RSF 131.0.12).

Art. 21 Modifications

Les actes législatifs suivants sont modifiés selon les dispositions figurant dans l'annexe, qui fait partie de la présente loi:

- 1. loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1);
- 2. loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC) (RSF 121.1);
- 3. loi du 11 février 1873 sur le Ministère public (RSF 122.4.1);
- 4. loi du 6 octobre 2006 sur le Conseil de la magistrature (LCM) (RSF 130.1);
- 5. loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1);
- 6. loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1);
- 7. loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (LTB) (RSF 132.2);
- 8. loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6);
- 9. loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (RSF 212.5.5);

Art. 19 b) Entschädigungen im Falle einer Nichtwiederwahl

¹ Werden Berufsrichterinnen und -richter nicht wiedergewählt, so haben sie Anspruch auf eine Entschädigung in der Höhe eines Jahresgehalts.

² Die Entschädigung wird jedoch nicht geschuldet, wenn sie aus einem vom Justizrat gebührend festgestellten Abberufungsgrund nicht wiedergewählt werden.

³ Absatz 1 gilt nicht für die Richterinnen und Richter, die den Übergangsbestimmungen des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter unterstellt sind.

Art. 20 Aufhebung bisherigen Rechts

Es werden aufgehoben:

- a) Gesetz vom 21. Mai 1873 betreffend die Richter, die sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflicht zu erfüllen (SGF 131.0.5);
- b) Geschäftsordnung vom 29. Dezember 1967 des Wahlkollegiums (SGF 131.0.12).

Art. 21 Änderung bisherigen Rechts

Folgende Gesetze werden gemäss den Bestimmungen des Anhangs, der Bestandteil dieses Gesetzes ist, geändert:

- 1. Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1);
- 2. Grossratsgesetz vom 6. September 2006 (GRG) (SGF 121.1);
- 3. Gesetz vom 11. Februar 1873 über die Staatsanwaltschaft (SGF 122.4.1);
- 4. Gesetz vom 6. Oktober 2006 über den Justizrat (JRG) (SGF 130.1);
- 5. Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1);
- 6. Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1);
- 7. Gesetz vom 18. Mai 1989 über die Mietgerichtsbarkeit (MGG) (SGF 132.2);
- 8. Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6);
- 9. Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgliche Freiheitsentziehung (SGF 212.5.5);

10. loi du 18 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1);
11. loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1);
12. loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1);
13. loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (RSF 430.1);
14. loi du 23 février 1984 sur l'expropriation (RSF 76.1);
15. loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1).

Art. 22 Entrée en vigueur et referendum

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

² Toutefois, les dispositions concernant l'élection des juges (art. 3 à 9) entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2007.

³ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

10. Gesetz vom 18. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1);
11. Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1);
12. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nicht-landwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1);
13. Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (SGF 430.1);
14. Gesetz vom 23. Februar 1984 über die Enteignung (SGF 76.1);
15. Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1).

Art. 22 Inkrafttreten und Referendum

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

² Die Bestimmungen betreffend die Wahl der Richterinnen und Richter (Art. 3–9) treten jedoch am 1. Juli 2007 in Kraft.

³ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

ANNEXE

Modification d'actes législatifs

Les actes législatifs mentionnés à l'article 21 sont modifiés comme il suit:

1. **Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1)**

Art. 49 al. 1 let. d
[¹ Ne peuvent être député-e-s au Grand Conseil:]
d) les juges professionnels ainsi que les greffiers et greffières;
2. **Loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC) (RSF 121.1);**

Art. 16 al. 1 let. b
[¹ La Commission de justice a les attributions suivantes:]
b) elle prépare les élections judiciaires et les décisions concernant les juges;
3. **Loi du 11 février 1873 sur le Ministère public (RSF 122.4.1)**

Art. 2 et 3
Abrogés
4. **Loi du 6 octobre 2006 sur le Conseil de la magistrature (LCM) (RSF 130.1)**

Art. 3 al. 1 let. d (nouvelle)
[¹ Le Conseil de la magistrature a les attributions suivantes:]
d) il exerce en outre les attributions qui lui sont dévolues par la loi d'organisation judiciaire.

ANHANG

Änderung von Gesetzen

Die in Artikel 21 aufgeführten Gesetze werden wie folgt geändert:

1. **Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1)**

Art. 49 Abs. 1 Bst. d
[¹ Dem Grossen Rat können nicht angehören:]
d) die Berufsrichterinnen und -richter sowie die Gerichtsschreiberinnen und -schreiber;
2. **Grossratsgesetz vom 6. September 2006 (GRG) (SGF 121.1)**

Art. 16 Abs. 1 Bst. b
[¹ Die Justizkommission hat folgende Befugnisse:]
b) Sie bereitet die richterlichen Wahlen und die Entscheide vor, die die Richterinnen und Richter betreffend;
3. **Gesetz vom 11. Februar 1873 über die Staatsanwaltschaft (SGF 122.4.1)**

Art. 2 und 3
Aufgehoben
4. **Gesetz vom 6. Oktober 2006 über den Justizrat (JRG) (SGF 130.1)**

Art. 3 Abs. 1 Bst. d (neu)
[¹ Der Justizrat hat folgende Befugnisse:]
d) Er übt des Weiteren alle Befugnisse aus, die ihm vom Gerichtsorganisationsgesetz übertragen werden.

**5. Loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire
(RSF 131.0.1)**

Art. 4 al. 2, 1^{re} phr., et al. 3, 1^{re} phr.

² Le Conseil de la magistrature a la faculté de charger le même magistrat des fonctions de président du tribunal dans deux arrondissements judiciaires. (...).

³ Il a la faculté de proposer plusieurs présidents et vice-présidents et de proposer l'augmentation du nombre de magistrats non permanents et de suppléants d'un tribunal d'arrondissement. (...).

Intitulé du Chapitre II

Eligibilité, nominations, durée de fonction, serment

Art. 11 I. Election des magistrats
1. Conditions générales

L'élection des magistrats est régie par une loi spéciale.

Art. 13
Abrogé.

Art. 16 al. 1

¹ Les juges et les suppléants du Tribunal cantonal sont élus par le Grand Conseil.

Art. 18 3. Présidents, juges, suppléants des tribunaux
d'arrondissement, juges de paix, assesseurs,
suppléants des justices de paix

Les présidents, les juges et les suppléants des tribunaux d'arrondissement, les juges de paix, les assesseurs et les suppléants des justices de paix sont élus par le Grand Conseil.

Art. 21 à 24
Abrogés

**5. Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation
(SGF 131.0.1)**

Art. 4 Abs. 2, 1. Satz, und Abs. 3, 1. Satz

² Der Justizrat ist befugt, den gleichen Richter mit den Funktionen eines Gerichtspräsidenten in zwei Gerichtskreisen zu betrauen. (...).

³ Er ist befugt, mehrere Präsidenten und Vizepräsidenten sowie die Erhöhung der Zahl der Richter und der Ersatzrichter eines Bezirksgerichtes vorzuschlagen. (...).

Überschrift des II. Kapitels

Wählbarkeit, Ernennungen, Funktionsdauer, Eid

Art. 11 I. Wahl der Richter
1. Allgemeine Voraussetzungen

Die Wahl der Richter wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 13
Aufgehoben

Art. 16 Abs. 1

¹ Die Richter und Ersatzrichter des Kantonsgerichtes werden vom Grossen Rat gewählt.

Art. 18 3. Präsidenten, Richter, Ersatzrichter
der Bezirksgerichte, Friedensrichter, Beisitzer,
Ersatzbeisitzer der Friedensgerichte

Die Präsidenten, die Richter und die Ersatzrichter der Bezirksgerichte, die Friedensrichter, die Beisitzer und die Ersatzbeisitzer der Friedensgerichte werden vom Grossen Rat gewählt.

Art. 21–24
Aufgehoben

Art. 51a (nouveau) 5^{bis}. Autres juges professionnels

Les incompatibilités prévues dans le présent chapitre s'appliquent aussi aux juges professionnels qui ne sont pas mentionnés aux articles 47 à 50.

Art. 52 al. 2

² Le Conseil de la magistrature peut exceptionnellement autoriser, à l'égard des membres du Tribunal cantonal ou d'autres magistrats ou collaborateurs de l'ordre judiciaire, des dérogations aux règles des articles 47 à 51a, ... (*suite inchangée*).

Art. 69 al. 3

Remplacer « Conseil d'Etat » par « Conseil de la magistrature ».

Art. 70 al. 1

¹ Le vice-président du tribunal d'arrondissement est élu par le Grand Conseil.

Art. 76

Remplacer « président du Conseil d'Etat » par « président du Conseil de la magistrature ».

Intitulé du Chapitre V

Fonctionnement, surveillance et responsabilité

Art. 109 à 114^{ter}

Abrogés

6. Loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1)

Intitulé du Chapitre II du Titre premier

Eligibilité

Art. 5 I. En général

L'élection des suppléants des présidents, des assesseurs et des assesseurs suppléants est régie par une loi spéciale.

Art. 51a (neu) 5^{bis}. Weitere Berufsrichter

Die Unvereinbarkeiten gemäss diesem Kapitel sind auch auf Berufsrichter anwendbar, die in den Artikeln 47–50 nicht genannt werden.

Art. 52 Abs. 2

² Der Justizrat kann ausnahmsweise bei den Mitgliedern des Kantonsgerichtes oder bei anderen Richtern oder Mitarbeitern des Gerichtswesens Abweichungen von den Artikeln 47 – 51a gestatten, sofern dadurch der Verwaltung des Gerichtswesens kein Nachteil entsteht.

Art. 69 Abs. 3

Den Ausdruck «Staatsrat» durch «Justizrat» ersetzen.

Art. 70 Abs. 1

¹ Der Vizepräsident des Bezirksgerichts wird vom Grossen Rat gewählt.

Art. 76

Den Ausdruck «Staatsratspräsidenten» durch «Präsidenten des Justizrates» ersetzen.

Überschrift des V. Kapitels

Tätigkeit, Aufsicht und Verantwortlichkeit

Art. 109–114^{ter}

Aufgehoben

6. Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1)

Überschrift des II. Kapitels des I. Titels

Wählbarkeit

Art. 5 I. Im Allgemeinen

Die Wahl der Stellvertreter der Präsidenten, der Beisitzer und der Ersatzbeisitzer wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 6 titre médian et al. 1

II. Suppléants du président

¹ Le suppléant du président doit être titulaire d'une licence ou d'un master en droit.

Art. 7 titre médian

III. Assesseurs

Art. 8 et 9

Abrogés

Art. 10 al. 1

¹ Les incompatibilités liées à l'exercice de fonctions ou de professions prévues par la loi d'organisation judiciaire ne sont pas applicables aux membres des autorités de prud'hommes.

Art. 18 titre médian et al. 1

IV. Surveillance et responsabilité

1. En général

¹ Les dispositions de la loi d'organisation judiciaire concernant le fonctionnement et la surveillance des tribunaux sont applicables. La surveillance des juges est régie par une loi spéciale.

Art. 19

Abrogé

7. Loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (LTB) (RSF 132.2)

Intitulé de la section II du Chapitre premier

II. Eligibilité, incompatibilités et récusation

Art. 5 Eligibilité
a) En général

L'élection des suppléants des présidents, des assesseurs et des assesseurs suppléants est régie par une loi spéciale.

Art. 6 Artikelüberschrift und Abs. 1

II. Stellvertreter des Präsidenten

¹ Der Stellvertreter des Präsidenten muss Lizentiat oder Master der Rechte sein.

Art. 7 Artikelüberschrift

III. Beisitzer

Art. 8 und 9

Aufgehoben

Art. 10 Abs. 1

¹ Die Unvereinbarkeitsbestimmungen des Gesetzes über die Gerichtsorganisation bezüglich Ausübung eines Amtes oder eines Berufes sind auf die Mitglieder der Gewerbegerichtsbehörden nicht anwendbar.

Art. 18 Artikelüberschrift und Abs. 1

IV. Aufsicht und Verantwortlichkeit

1. Im Allgemeinen

¹ Die Bestimmungen des Gerichtsorganisationsgesetzes über die Funktion und die Aufsicht der Gerichte sind anwendbar. Die Aufsicht über die Richter wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 19

Aufgehoben

7. Gesetz vom 18. Mai 1989 über die Mietgerichtsbarkeit (MG) (SGF 132.2)

Überschrift des Abschnitts II von Kapitel I

II. Wählbarkeit, Unvereinbarkeit und Ausstand

Art. 5 Wählbarkeit
a) Im Allgemeinen

Die Wahl der Stellvertreter der Präsidenten, der Beisitzer und der Ersatzbeisitzer wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 6 b) Suppléant du président

Le suppléant du président doit être titulaire d'une licence ou d'un master en droit.

Art. 7 al. 2

Abrogé

Art. 8

Abrogé

Art. 9 al. 1

¹ Les incompatibilités liées à l'exercice de fonctions ou de professions prévues par la loi d'organisation judiciaire ne sont pas applicables aux suppléants des présidents, aux assesseurs et aux assesseurs suppléants.

Art. 17 Surveillance et responsabilité

Les dispositions de la loi d'organisation judiciaire concernant le fonctionnement et la surveillance des tribunaux sont applicables. La surveillance des juges est régie par une loi spéciale.

Art. 18

Abrogé

Art. 33a

Remplacer « Département fédéral de l'économie publique » par « Département fédéral de l'économie ».

8. Loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6)

Intitulé du Chapitre II du Titre premier

Eligibilité et durée de fonction

Art. 4 al. 1

¹ L'élection des membres de la Chambre est régie par une loi spéciale.

Art. 6 b) Stellvertreter des Präsidenten

Der Stellvertreter des Präsidenten muss Lizentiat oder Master der Rechte sein.

Art. 7 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 8

Aufgehoben

Art. 9 Abs. 1

¹ Die Unvereinbarkeitsbestimmungen des Gesetzes über die Gerichtsorganisation bezüglich Ausübung eines Amtes oder eines Berufes sind auf die Stellvertreter der Präsidenten, die Beisitzer und die Ersatzbeisitzer nicht anwendbar.

Art. 17 Aufsicht und Verantwortlichkeit

Die Bestimmungen des Gerichtsorganisationsgesetzes über die Tätigkeit der Gerichte und die Aufsicht über sie sind anwendbar. Die Aufsicht über die Richter wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 18

Aufgehoben

Art. 33a

Betrifft nur den französischen Text.

8. Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6)

Überschrift des II. Kapitels des ersten Titels

Wählbarkeit und Amtsdauer

Art. 4 Abs. 1

¹ Die Wahl der Mitglieder der Kammer wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 6 al. 2 (nouveau)

² Il [le greffier] prête serment devant le président.

Art. 7 et 8

Abrogés

Art. 9 al. 2, 2^e phr.

² (...). L'article 51a de la loi d'organisation judiciaire est réservé.

Intitulé du Chapitre V du Titre premier

Surveillance et responsabilité

Art. 17

Les dispositions de la loi d'organisation judiciaire concernant le fonctionnement et la surveillance des tribunaux sont applicables. La surveillance des juges est régie par une loi spéciale.

Art. 18

Abrogé

9. Loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (RSF 212.5.5)

Art. 17 al. 3

³ Les membres de la Commission doivent être choisis de manière à permettre le traitement des affaires dans les deux langues officielles.

10. Loi du 18 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1)

Art. 8 titre médian et al. 1, 3 et 4 (nouveau)

1. Composition

¹ L'Autorité de surveillance est composée de trois membres et de trois membres suppléants, dont l'élection est régie par une loi spéciale.

Art. 6 Abs. 2 (neu)

² Er [der Gerichtsschreiber] leistet den Eid vor dem Präsidenten.

Art. 7 und 8

Aufgehoben

Art. 9 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Der Artikel 51a des Gerichtsorganisationsgesetzes bleibt vorbehalten.

Überschrift des V. Kapitels des ersten Titels

Aufsicht und Verantwortlichkeit

Art. 17

Die Bestimmungen des Gerichtsorganisationsgesetzes über die Tätigkeit der Gerichte und die Aufsicht über sie sind anwendbar. Die Aufsicht über die Richter wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 18

Aufgehoben

9. Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (SGF 212.5.5)

Art. 17 Abs. 3

³ Die Mitglieder der Aufsichtskommission werden so ausgewählt, dass die Kommission Fälle in beiden Amtssprachen behandeln kann.

10. Gesetz vom 18. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1)

Art. 8 Artikelüberschrift und Abs. 1, 3 und 4 (neu)

1. Zusammensetzung

¹ Die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch setzt sich aus drei Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern zusammen; die Wahl wird in einem Spezialgesetz geregelt.

³ Elle est rattachée administrativement à la Direction. Toutefois, la surveillance de l'organisation et du fonctionnement appartient au Conseil de la magistrature conformément à la législation spéciale.

⁴ Le règlement d'exécution définit l'organisation de l'Autorité de surveillance.

Art. 10 al. 3

³ Elle [l'Autorité de surveillance] adresse chaque année au Conseil d'Etat un rapport sur le fonctionnement du registre foncier dans le canton et au Conseil de la magistrature un rapport sur son organisation et son fonctionnement.

11. Loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1)

Art. 6 al. 2 et 3

² La Commission [de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire] est composée d'un président ou d'une présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente, titulaires d'une licence ou d'un master en droit, et de six assesseur-e-s, titulaires du brevet fédéral d'ingénieur-e géomètre.

³ Le ou la secrétaire ainsi que les suppléants ou suppléantes sont titulaires d'une licence ou d'un master en droit.

Art. 7 al. 2

² Elle [la Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire] est placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature et fait chaque année rapport à cette autorité conformément à la législation spéciale.

12. Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1)

Art. 3 al. 2

² Les membres des commissions sont élus conformément à la législation spéciale. Les milieux intéressés sont consultés au préalable.

³ Die Aufsichtsbehörde ist der Direktion administrativ zugewiesen. Für die Aufsicht über die Organisation und die Tätigkeit ist jedoch gemäss Spezialgesetzgebung der Justizrat zuständig.

⁴ Das Ausführungsreglement regelt die Organisation der Aufsichtsbehörde.

Art. 10 Abs. 3

³ Sie [die Aufsichtsbehörde] erstattet dem Staatsrat jährlich Bericht über die Grundbuchführung im Kanton sowie dem Justizrat Bericht über ihre Organisation und Funktion.

11. Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1)

Art. 6 Abs. 2 und 3

² Die Kommission [die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung] setzt sich zusammen aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten und einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten, die im Besitz eines Lizentiats oder Masters der Rechte sind, sowie sechs Beisitzerinnen und Beisitzern, die eidgenössisch patentierte Ingenieur-Geometerinnen oder Ingenieur-Geometer sind.

³ Die Sekretärin oder der Sekretär und deren Stellvertreterin oder Stellvertreter müssen im Besitz eines Lizentiats oder Masters der Rechte sein.

Art. 7 Abs. 2

² Sie [die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung] untersteht der Aufsicht des Justizrates und erstattet dieser Behörde jährlich Bericht gemäss der Spezialgesetzgebung.

12. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1)

Art. 3 Abs. 2

² Die Kommissionsmitglieder werden gemäss der Spezialgesetzgebung gewählt. Die betroffenen Kreise werden vorgängig angehört.

Art. 5

Abrogé

13. Loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (RSF 430.1)

Art. 40 Commission de recours
a) Composition

¹ La Commission de recours est composée d'un président, d'un suppléant du président, de six assesseurs et de six suppléants des assesseurs, dont l'élection est régie par une loi spéciale.

² Le président et son suppléant sont des membres du Pouvoir judiciaire.

³ Deux assesseurs et deux suppléants sont choisis parmi les membres du corps professoral, deux assesseurs et deux suppléants sont choisis parmi les membres du corps des collaborateurs scientifiques et deux assesseurs et deux suppléants sont choisis parmi les membres du corps des étudiants. Le Sénat propose les candidatures, après avoir consulté les corps intéressés.

Art. 42 al. 2

² Elle [*la Commission de recours*] est placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature et fait chaque année rapport à cette autorité conformément à la législation spéciale.

14. Loi du 23 février 1984 sur l'expropriation (RSF 76.1)

Art. 3 al. 1 et 2

¹ Une Commission d'expropriation (ci-après: la Commission) est instituée, qui se compose d'un président, de deux vice-présidents et de quinze assesseurs. L'élection de ses membres est régie par une loi spéciale.

² La Commission dispose de deux secrétaires nommés pour cinq ans par le Conseil d'Etat, sur la proposition des président et vice-présidents.

Art. 3a al. 2

² Elle [*la Commission d'expropriation*] est placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature et fait chaque année rapport à cette autorité conformément à la législation spéciale.

Art. 5

Aufgehoben

13. Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (SGF 430.1)

Art. 40 Rekurskommission
a) Zusammensetzung

¹ Die Rekurskommission setzt sich aus einem Präsidenten, einem Stellvertreter des Präsidenten, sechs Beisitzern und sechs Ersatzbeisitzern zusammen; ihre Wahl wird in einem Spezialgesetz geregelt.

² Der Präsident und sein Stellvertreter sind Mitglieder der Justiz.

³ Zwei Beisitzer und zwei Ersatzbeisitzer werden aus der Professorenschaft, zwei Beisitzer und zwei Ersatzbeisitzer werden aus den wissenschaftlichen Mitarbeitern und zwei Beisitzer und zwei Ersatzbeisitzer werden aus den Studierenden gewählt. Der Senat schlägt die Bewerbungen vor, nachdem er die jeweiligen Körperschaften angehört hat.

Art. 42 Abs. 2

² Sie [*die Rekurskommission*] untersteht der Aufsicht des Justizrates und erstattet dieser Behörde jährlich Bericht gemäss der Spezialgesetzgebung.

14. Gesetz vom 23. Februar 1984 über die Enteignung (SGF 76.1)

Art. 3 Abs. 1 und 2

¹ Es wird eine Enteignungskommission (die Kommission) gebildet, die sich aus einem Präsidenten, zwei Vizepräsidenten und fünfzehn Beisitzern zusammensetzt. Die Wahl ihrer Mitglieder wird in einem Spezialgesetz geregelt.

² Die Kommission verfügt über zwei Sekretäre, die auf Vorschlag des Präsidenten und der Vizepräsidenten für fünf Jahre vom Staatsrat ernannt werden.

Art. 3a Abs. 2

² Sie [*die Enteignungskommission*] untersteht der Aufsicht des Justizrates und erstattet dieser Behörde jährlich Bericht gemäss der Spezialgesetzgebung.

Art. 4 al. 1

Abrogé

15. Loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1)

Art. 204 al. 1, 2 et 3

¹ La Commission [*de recours en matière d'améliorations foncières*] est composée d'un président, d'un vice-président et de neuf assesseurs, dont l'élection est régie par une loi spéciale.

² Le secrétaire et son suppléant sont nommés pour cinq ans par le Conseil d'Etat.

³ Le président et le vice-président doivent être titulaires d'une licence ou d'un master en droit.

Art. 205 Organisation de la Commission

¹ La Commission est indépendante dans l'exercice de ses attributions.

² Elle est rattachée administrativement à la Direction. Toutefois, la surveillance de l'organisation et du fonctionnement appartient au Conseil de la magistrature, conformément à la législation spéciale.

Art. 4 Abs. 1

Aufgehoben

15. Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1)

Art. 204 Abs. 1, 2 und 3

¹ Die Kommission [*die Rekurskommission für Bodenverbesserungen*] besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten und neun Beisitzern; ihre Wahl wird in einem Spezialgesetz geregelt.

² Der Sekretär und sein Stellvertreter werden vom Staatsrat für fünf Jahre ernannt.

³ Der Präsident und der Vizepräsident müssen ein Lizentiat oder einen Master der Rechte haben.

Art. 205 Organisation der Kommission

¹ Die Kommission ist in der Ausübung ihrer Befugnisse unabhängig.

² Sie ist der Direktion administrativ zugewiesen. Für die Aufsicht über die Organisation und die Tätigkeit ist gemäss der Spezialgesetzgebung jedoch der Justizrat zuständig.